

COEMPTIO GRAVISSIMA MANSIONUM

(Galbert de Bruges, c. 55.)

Dans son « Histoire du meurtre de Charles le Bon, comte de Flandre » (*De multro, traditione et occisione gloriosi Karoli comitis Flandriarum*), le notaire comtal Galbert de Bruges, témoin oculaire d'événements qu'il était particulièrement à même de suivre et de comprendre, nous fait à un moment donné le récit de ce qui s'est produit à Bruges le 6 avril 1127¹. En présence du suzerain de la Flandre, le roi de France Louis VI, le nouveau comte Guillaume de Normandie, dit « Cliton », qui doit la couronne à la protection royale, concède une série de privilèges destinés à lui concilier la faveur de ses sujets. C'est tout d'abord, le chapitre de Saint-Donatien de Bruges qui obtient sa *charta libertatis ecclesiae et privilegiorum* ; ce sont ensuite les bourgeois de Bruges à qui est accordée une *chartula conventionis inter comitem et cives nostros*. Après quoi, ceux-ci ayant vu se réaliser les conditions qu'ils avaient mises à la reconnaissance du nouveau comte, prêtent au nom de la ville foi et hommage à Guillaume².

Puis le roi et le comte, ayant quitté le « Sablon » (*Zand*), où tout ceci s'était déroulé se retirèrent dans la *domus comitis* à l'intérieur du *castrum*³. Ils y reçurent avec une certaine solennité, la requête présentée par les principaux d'entre les habitants

1. Ed. H. PIRENNE, Paris, Picard, 1891 (COLLECTION DE TEXTES POUR SERVIR A L'ÉTUDE ET A L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE, fasc. 10), c. 55, p. 86-89.

2. Sur l'attitude des bourgeois de Bruges et sur la portée des concessions imposées au nouveau comte, F. L. GANSHOF, *Iets over Brugge gedurende de preconstitutioneele periode van haar geschiedenis* (NEDERLANDSCHE HISTORIEBLADEN, t. 1, 1938).

3. Le « Sablon » correspond à la place sur laquelle a été construite au XIX^e siècle, la gare aujourd'hui désaffectée (« Statieplaats » et « Vrijdagmarkt ») ; le *castrum* correspond au « Burg » actuel et à ses environs immédiats : la *domus comitis* y occupait l'emplacement de l'actuel Palais de Justice.

d'Aardenburg qui participaient au siège de la tour de Saint-Donatien où se maintenaient toujours les assassins du comte défunt ¹. Galbert nous donne le texte même de l'écrit où étaient énumérées les revendications soumises au roi et au comte. Puis il ajoute que le comte, après lecture publique de ce document (*charta hujusmodi*), déclara sous serment confirmer et concéder « de bonne âme et sans mal engien » tout ce qui lui était demandé ². Enfin la journée s'acheva par les prestations de foi et d'hommage des vassaux comtaux et par les actes d'investiture de leurs fiefs ou de leurs fonctions.

Parmi les conditions mises par les représentants d'Aardenburg à la reconnaissance du nouveau comte ³, figure un passage offrant de sérieuses difficultés d'interprétation. Il est ainsi libellé :

Insuper de coemptione gravissima mansionum in Erdenburg, volumus quoddam medium regem et comitem ponere, ut per duodecim nummos tantummodo redimatur unusquisque nummorum illorum, quos secundum positionem mansionum hactenus sedecim nummis redimebant filii post mortem patrum suorum ⁴.

Nous traduisons quasi-littéralement :

« De plus, en ce qui concerne l'achat très onéreux des mai-

1. P. 88 : ... *ubi delatae sunt in omnium audientia litterae hujusmodi ab iis qui obsidionem fecerant in Reddenburg primatibus*.

2. P. 89 : *Cumque perfecta fuisset charta hujusmodi in conspectu universorum, juravit comes novus se confirmare et concedere bono animo et sine malo ingenio et non subtrahendo omnia quae expositulaverant ab ipso*. L'usage s'est conservé en Flandre pendant le XII^e siècle, de voir rédiger par une communauté, le relevé de ses revendications ou de ses droits. Ce relevé était ensuite soumis au prince et, après que celui-ci eut solennellement marqué son accord, ce document même était tenu pour charte de privilèges. Ce fait explique le caractère diplomatique aberrant des plus anciennes « keuren » flamandes ; cf. H. PIRENNE, *Keures de la fin du XII^e siècle* (résumé d'une communication faite à la Société pour le Progrès des Études Philologiques et Historiques, REVUE BELGE DE PHILOLOGIE ET D'HISTOIRE, t. 8, 1929, p. 664). Le fait est particulièrement frappant pour le document tenu pour charte (*Keurbrief*) de la Châtellenie de Bruges et datant de la fin du règne de Philippe d'Alsace (1190 ou peu avant ; L. A. WARNKÖNIG, *Flandrische Staats- u. Rechtsgeschichte*, t. 2, 1, Tübingen, 1836, Urk. n° 45, voir not^a art. 14, 20, 21).

3. P. 28 : *Nos quoque hujus obsidionis exactores electum novum Flandriarum consulem electuri erimus ex nostra parte, sub hac conditione quidem ...*

4. P. 88.

» sons à Aardenburg¹, nous désirons faire une proposition
 » au roi et au comte², savoir que par douze deniers seulement
 » soit racheté chacun de ces deniers, qu'à raison de la position
 » des maisons, jusqu'ici les fils après la mort de leur père, rache-
 » taient par seize deniers ».

On ne voit pas immédiatement, ni d'une manière très sûre ce qu'est la *coemptio mansionum* dont une réduction de tarif est ici réclamée. Il importerait cependant beaucoup de le savoir, d'abord pour ce qui regarde la langue juridique latine du moyen âge — point de vue qui justifie la publication de la présente note dans ce recueil — et ensuite pour ce qui touche l'histoire de la propriété foncière dans les villes du moyen âge. Le *Glossarium* de Du Cange, en accueillant ce passage sous la rubrique *mansio* et la sous-rubrique *mansionum redemptio* a marqué nettement une hésitation quant à son interprétation³.

Pour essayer de saisir le sens précis et la portée de la *coemptio mansionum*, il faut situer exactement les faits que rapporte Galbert. Aardenburg est en 1127, une ville, modeste de dimensions certainement, moins importante sans doute mais tout de même pas beaucoup moins importante que Bruges. Comme Bruges, c'est un port ; il est relié au Zwin par la petite rivière de l'Eede. Ici aussi, le commerce a fait naître l'agglomération autour d'un *castrum* comtal et il la fait vivre et prospérer⁴. Les revendications que l'on voit formuler par les bourgeois d'Aardenburg sont du même ordre que celles que formulent au même moment les bourgeois de Bruges, de Gand ou de Saint-Omer. Nul doute

1. Erdenburg et Reddenburg sont des formes anciennes du nom d'Aardenburg (aujourd'hui commune [= « gemeente »] dans le Royaume des Pays-Bas, Prov. de Zélande).

2. Signalons en passant, ce cas de « calque linguistique » ; il est vraisemblable que dans la pensée des rédacteurs de la requête, il y aura eu quelque chose de semblable au néerlandais moderne « in het midden brengen ». Cf. J. F. NIERMEYER, *Les calques linguistiques dans le latin médiéval d'après les sources néerlandaises* (ICI-MÊME, t. 15, 1940).

3. Ed. L. FAYRE, t. 5, p. 225 : « ea, ni fallor, erat... ».

4. L'aperçu le plus satisfaisant de l'histoire de cette ville est celui de H. PRRENNE, *Causerie sur Ardenbourg* (*Annales de la Fédération archéologique et historique de Belgique. Congrès de Gand, 1907, Gand, 1907.*) Voir aussi H. VAN WERVEKE, *De ekonomische geschiedenis*, au t. 2 de la *Geschiedenis van Vlaanderen* publiée sur la direction de R. VAN ROOSBROECK, Anvers, Bruxelles, 1937, p. 205.

que les *primates* qui parlent en leur nom soient les bourgeois les plus considérables, les plus riches, que l'on pourra bientôt ranger parmi les « patriciens » ; peut-être sont-ce les chefs de la « gilde » locale ¹. Ce sont en tout cas des personnages tout semblables à ceux qu'à Bruges on appelle les *meliores civium* ².

Dans toutes les villes de Flandre les bourgeoisies ont aspiré à l'affranchissement du sol urbain, en d'autres mots à la suppression ou tout au moins à la réduction des charges que faisaient peser sur celui-ci les seigneurs fonciers. Ces villes se sont, en effet, formées sur des terres qui constituaient l'« alleu » — c.-à-d. la propriété — d'un ou de plusieurs seigneurs : l'abbaye de Saint-Vaast à Arras, l'abbaye de Saint-Bertin, le chapitre de Notre-Dame, le comte et l'avoué de Saint-Bertin à Saint-Omer, les abbayes de Saint-Pierre et de Saint-Bavon à Gand, le comte à Bruges et, nous le verrons, à Aardenburg ³. Il est, dans le passage qui fait l'objet de la présente note, manifestement question d'une revendication de cet ordre. Nous avons cependant encore à déterminer le point particulier sur lequel portait cette revendication.

On pourrait penser tout d'abord au cens foncier, c.-à-d. à la redevance fixe annuelle que le bourgeois en sa qualité de

1. L'existence d'une gilde locale ne fait pas de doute. Dans le courant du XII^e siècle elle était affiliée à la hanse de Bruges, qui fut le noyau de la « hanse flamande de Londres » ; cf. H. PIRENNE, *La hanse flamande de Londres* (BULLETIN DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, Classe des Lettres, 1899, p. 95-96 = REVUE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN BELGIQUE, 1899, p. 89-90) ; F. BLOCKMANS, *L'équipement commercial de la Flandre avant 1300* (Annales de la Fédération archéologique et historique de Belgique. Congrès de Namur, 1938, Namur, 1939). Sur les gildes, voir en dernier lieu H. PLANITZ, *Kaufmannsgilde u. Städtische Eidge nossenschaft in niederfränkischen Städten im 11. u. 12. Jht.* (ZEITSCHRIFT D. SAVIGNY STIFTUNG F. RECHTSGESCHICHTE, Germ. Abteilung., 1940), p. 19 & s.

2. GALBERT, c. 51, p. 81. Pour d'autres expressions désignant les mêmes personnes, voir GANSHOF, *op. cit.*, p. 291, n. 62.

3. L'ouvrage capital reste G. DES MAREZ, *Étude sur la propriété foncière dans les villes du moyen âge et spécialement en Flandre*, Gand, 1898. A compléter ou à corriger pour Gand, par F. BLOCKMANS, *Het Gentsche stadspatriciaat tot omstreeks 1302*, Anvers, 1938 ; y ajouter pour Bruges, GANSHOF, *op. cit.*, p. 292 ; pour Saint-Omer, voir charte de Rodrigue, abbé de Saint-Bertin, du 1^{er} mars 1042-1043, A. GIRY, *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions*, Paris, 1877, P. J. n° 1 et charte de Guillaume de Normandie, comte de Flandre, du 14 avril 1127, art. 18, F. VERCAUTEREN, *Actes des comtes de Flandre, 1071-1128*, Bruxelles, 1938, n° 127, p. 297. Voir aussi plus loin, p. 158, n. 1, *in fine*.

tenancier, était tenu de payer au seigneur à raison de l'occupation de la parcelle sur laquelle il avait érigé sa maison ; parcelle constituant sa tenure ou, pour user d'un autre terme technique, sa censive. On est même d'autant plus porté à songer au cens que l'abolition de celui-ci, abolition qui avait pour effet de convertir la censive en alleu, de faire, en d'autres termes, sortir le sol urbain de la propriété du seigneur pour la faire passer dans celle des bourgeois, était à ce moment réalisée dans certaines villes : notamment à Gand ; ce même 6 avril — Galbert nous l'atteste — le comte avait fait abandon du cens foncier, du *census mansionum*, aux Brugeois. Quoi de plus normal que de voir les gens d'Aardenburg solliciter du comte — car c'est à lui qu'ils s'adressent et il est, par conséquent, leur seigneur foncier — sinon l'abolition du cens, du moins une sérieuse réduction de son montant ?

On a cru, en effet, que tel était le cas. H. Pirenne paraît l'avoir pensé¹. G. Des Marez a tenu cette interprétation pour probable². M. F. Blockmans la considère comme acquise³. Les deux érudits cités en dernier lieu s'imaginent retrouver un autre stade de l'histoire de cette redevance dans la remise complète et définitive du cens foncier, qui rapportait à ce moment environ sept livres, consentie à la ville d'Aardenburg par Jeanne et Ferrand, comtesse et comte de Flandre, en 1231⁴ ; Des Marez suggère qu'à une date donnée entre 1127 et 1231, la commune aurait racheté ce cens moyennant une redevance forfaitaire de sept livres, à payer au comte par elle-même⁵.

1. Édition de GALBERT, p. 88, n. 2 : rapprochement avec l'art. 18 (19 de l'ancienne numérotation) de la charte de Saint-Omer, relatif à une réduction du cens foncier dans une partie de la ville.

2. *Op. cit.*, p. 17-18. L'auteur admet cependant la possibilité d'une interprétation différente sur laquelle nous reviendrons, voir plus loin, p. 156.

3. *Op. cit.*, p. 118-119. Voir aussi, du même érudit : *De oudste privileges der groote Vlaamsche steden* (NEDERLANDSCHE HISTORIEBLADEN, t. I, 1938), p. 434.

4. L. GILLIODTS-VAN SEVEREN, *Coutumes des petites villes et seigneuries enclavées* [dans le Franc de Bruges], t. I, Bruxelles, 1890 ; Coutume d'Ardenbourg ; origine et développements, n° 12, p. 82 = WARNKÖNIG, *op. cit.*, t. 2, 2, 1837, Urk. n° 137, p. 38.

5. Cet érudit fait un parallèle avec la manière dont s'était réalisé le rachat du cens foncier à Arras. Ce parallèle lui a inspiré l'hypothèse qu'il formule pour Ardenbourg.

En réalité, il ne saurait être question du cens. *Coemptio* signifie « achat » ou — si le contexte l'indique — « rachat », mais ce mot n'a jamais été synonyme de *census*. Le cens foncier, qu'il représente un revenu véritable ou qu'il ait pris un simple caractère récongnitif de propriété, n'a dans son essence ou dans sa nature rien de commun avec un rachat, notion que rappelle encore, plus loin dans notre passage, le mot *redimebant*. D'ailleurs, la *coemptio mansionum* est un acte juridique qu'accomplit un héritier à l'occasion d'un décès, d'une succession : ce n'est pas dans ces circonstances, mais chaque année, à date fixe, que s'acquitte un cens foncier. Les érudits qui ont songé au cens n'ont pas fait l'analyse de l'institution dont il est ici question ; ils ont pensé au *census mansionum* dont les Brugeois obtenaient la remise et sans autrement réfléchir ils ont cru trouver dans la *coemptio mansionum* d'Aardenburg, un cas parallèle. Mais surtout, ils se sont gratuitement imaginé qu'il était question d'une même institution dans le récit des événements de 1127 par Galbert et dans la charte de Jeanne et Ferrand de 1231 ; comme le cens foncier faisait incontestablement l'objet de cette dernière charte¹, ils se sont abusivement persuadés qu'il en allait de même dans le texte de Galbert.

S'il ne s'agit pas du cens foncier, il pourrait s'agir du relief, c.-à-d. de la redevance payée par l'héritier du tenancier au seigneur du fonds pour que celui-ci consente à le mettre en saisine de la tenure. Véritable prix d'achat ou plutôt de rachat à l'ori-

1. *Noverit universitas vestra quod nos dilectos nostros scabinos et burgenses nostros de Rodenborg quilamus et quitos clamamus in perpetuum de septem libris annui redditus de denariis mansurarum parum plus vel parum minus, quibus nobis annuatim tenebantur et quas ad brevium fidelis nostri Balduini de Erbroeck solvere consueverunt*. L'hypothèse de Des Marez sur l'origine du montant de sept livres, n'est pas à exclure. — Dans le compte des revenus des domaines comtaux, dit « Gros Brief », de 1255 (Archives de l'État à Gand ; Conseil de Flandre, Chartes supplémentaires), sous la cinquième « centrale » domaniale de Bruges (*Ratio Boidini de Roia*), ce montant des cens fonciers à Aardenburg auxquels le comte a renoncé, en 1231, vient en déduction des prévisions, plus ou moins stéréotypées, de recettes : *Super Ardembourg port de mansura imperpetuum VII lb. III s. III d.* Nous devons ce renseignement à l'obligeance de notre ancien élève, M. L. Voet, docteur en philosophie et lettres.

gine, on sait que par suite de la généralisation du caractère héréditaire des tenures, le relief (*relevium, relevatio*) a pris de bonne heure les allures d'un droit de mutation par décès. On qualifie, d'ailleurs, parfois de même les droits de mutation entre vifs auxquels donnaient lieu les aliénations de tenures. L'origine et la raison d'être juridique du relief expliquent le fait qu'il est fréquemment qualifié rachat (*redemptio, emptio, rachatum*) dans les textes contemporains¹. *Coemptio mansionum* pourrait donc parfaitement dans notre texte se traduire par « relief des maisons »². Ceci s'accorderait d'autant mieux avec le contenu du passage, que l'acte juridique dont il y est question et que les mots *coemptio mansionum* annoncent à la manière d'une rubrique, consiste en un rachat effectué par des fils à la mort de leur père : *ut redimatur* et plus loin *redimebant filii post mortem patrum suorum*. Il y a même un argument très fort qu'il est permis de faire valoir à l'appui de cette traduction, c'est qu'en Flandre, le relief était désigné dans la langue nationale — en moyen néerlandais — par le mot *cop* (néerl. moderne « koop ») : mot que les gens d'Aardenburg, devaient avoir à l'esprit quand ils écrivaient ou faisaient écrire *de coemptione* dans leur requête³. Le *Glossarium* de Du Cange, puis Warnkönig avaient adopté cette inter-

1. Sur tout ceci nous nous permettons de renvoyer à notre article *Armatura* ICI-MÊME, t. 15, 1940), p. 181-182, où il était question surtout du relief des fiefs. Les traits essentiels de l'institution restent les mêmes quand il s'agit du relief de tenures non féodales.

2. Étant entendu qu'il s'agit du relief de la tenure sur laquelle est bâtie la maison. On sait qu'au moyen âge la maison elle-même était généralement tenue pour un bien meuble.

3. Charte de Thierry d'Alsace, comte de Flandre, en date du 6 juillet 1160, par laquelle il affranchit l'abbaye de Bergues-Saint-Winnoc du paiement de *emptionem que vulgo dicitur cop*, dû à la mort de l'abbé ou de ceux qui *donum de eadem terra habebant* (c'est l'« homme vivant et mourant ») pour une terre sise à Ghisteltes et tenue du comte à charge d'un cens annuel de 26 s. 6 d. 1 ob. A. PRUVOST, *Chronique et cartulaire de l'abbaye de Bergues-Saint-Winnoc*, t. 1, Bruges, 1875, p. 118-119. L'expression est reprise dans la charte par laquelle Philippe d'Alsace, comte de Flandre, confirme en 1183 les biens et les droits de l'abbaye ; *Ibid.*, p. 145-146. Nous devons la connaissance de ces textes à notre ancien élève, M. L. Voet, docteur en philosophie et lettres.

prétation ¹. Des Marez ne l'excluait pas ²; nous l'avons jadis faite nôtre sans réserve ³.

Cependant à y regarder de plus près, si la traduction « relief des maisons » rend parfaitement bien la rubrique *de coemptione... mansionum*, l'étude du mécanisme de cette *coemptio* fait apparaître des particularités qui s'accordent mal avec le relief de tenures à cens.

Quel est, en effet, l'objet du rachat dont il est question ? Reprenons le membre de phrase même cité par Galbert : *unusquisque nummorum illorum, quos secundum positionem mansionum hactenus sedecim nummis redimebant filii post mortem patrum suorum*. Ce que les fils rachetaient seize deniers après la mort de leur père, ce n'était pas, aux termes de la requête, la saisine de la tenure paternelle, ce n'était pas la tenure sur laquelle s'élevait la maison, la *mansio* pour parler avec notre texte, c'étaient des deniers et c'est chacun des deniers constituant l'objet du rachat que l'on payait seize deniers ⁴. Ceci peut-il s'accorder avec un relief ? A première vue, peut-être ; si l'on admet que les deniers rachetés sont les unités dont la réunion constitue la valeur à laquelle est estimée la *mansio* ou encore si l'on suppose que le relief est fixé proportionnellement

1. DU CANGE, *Glossarium*, voir plus haut, p. 151, n. 3. WARNKÖNIG, *op. cit.*, t. 2, p. 26. Cet érudit qualifiait néanmoins ce *relevium* de *balfart*, dénomination qu'il appliquait aussi au cens de sept livres aboli par Jeanne et Ferrand (Urk., p. 38, note). GILLIODTS-VAN SEVEREN a repris cette appellation dans son édition de la charte de Jeanne et Ferrand (voir plus haut, p. 159, n. 4). C'est une erreur certaine, le *balfart* est en Flandre, une corvée de travail aux fortifications ou une redevance représentative de cette corvée ; cf. C. VERLINDEN, *Le balfart. Corvée-redevance pour l'entretien des fortifications en Flandre au moyen âge* (TIJDSCHRIFT VOOR RECHTSGESCHIEDENIS = REVUE D'HISTOIRE DU DROIT, t. 12, 1933).

2. *Op. cit.*, p. 18, note. Mais Des Marez croyant, comme Warnkönig avant lui et comme M. Blockmans le pensera dans la suite, qu'il est question de la même institution dans Galbert et dans la charte de Jeanne et de Ferrand, estime que si la *coemptio mansionum* de 1127 est un « droit de mutation », il en va de même de la redevance annuelle abolie en 1231. L'erreur est évidente.

3. *Armatura*, p. 182.

4. Ni les Bollandistes dans leur édition (AA. SS., mars, t. 1, p. 198), ni Pierronne dans la sienne, n'indiquent de variantes du texte présentées par les manuscrits dont ils se sont servis. Par ailleurs, nous ne voyons aucune correction par conjecture défendable, qui puisse offrir une signification plus satisfaisante que celle de *nummorum*.

au cens : l'héritier devrait payer une certaine somme par denier entrant dans la composition du cens dû pour la *mansio*.

Or c'est ici que se présentent les difficultés les plus sérieuses. Dans la première hypothèse, le nombre de deniers entrant dans la composition de la somme à laquelle est estimée la valeur de la tenure sera forcément considérable. Si chacun d'eux doit être racheté par seize deniers, on arrive à une somme monstrueusement élevée pour un relief. Dans la seconde hypothèse, où les deniers à racheter seraient ceux qui entrent dans la composition du cens foncier, on aboutirait à cette conclusion que pour les maisons dont il s'agit, le relief serait seize fois supérieur au cens et qu'il resterait douze fois supérieur à celui-ci après la réduction consentie par le comte. Même pour une *gravissima coemptio*, pour un relief particulièrement onéreux, nous aurions peine à croire qu'il puisse en être ainsi. On connaît dans des villes où l'affranchissement du sol a été moins complet et moins rapide que dans la plupart des villes flamandes, des reliefs à l'occasion de mutations par décès ou entre vifs, portant sur des tenures à cens : p. ex. à Liège, à Namur, à Cologne, à Bâle ; ils sont en règle générale égaux au cens, parfois inférieurs à lui¹. Il est

1. Pour Liège : 1) diplôme du roi d'Allemagne Henri V pour l'église de Liège, du 28 décembre 1107 : *quod si aliquis velemptione vel hereditate aliquid de terra claustrali vel mansionaria obtinuerit, quando investituram requisierit domino ipsius terre, quantum census tantum redemptionis dabit*, S. BORMANS, et E. SCHOOLMEESTERS, *Cartulaire de Saint-Lambert de Liège*, t. 1, Bruxelles, 1893, n° 30, p. 50. 2) Consignation du droit liégeois dans la charte de Brustem, de 1175, art. 3 : *Si quis hereditatem suam post decessum antecessoris sui a domino hereditatis requisierit, tantum requisitionis quantum census in solis dat terra requisita denarii ipse requirere domino dabit* ; J. GESSLER, *La Charte de Brusthem*, 1175 (BULLETIN DE L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS, t. 49, 1924), p. 84. — Pour Namur : Charte de 1214 délivrée par la comtesse Yolande en faveur de la « Neuve Ville » de Namur : *Si successerint investitis filii vel filiae, sine investitura hereditabunt in paterna successione ; si autem frater fratri, aut soror sorori, vel cognatus cognato successerit, tantum dabit investiture quantum et census hereditario iure* ; J. BORGNET, *Cartulaire de la commune de Namur*, t. 1, 2, Namur, 1871, n° 5, p. 10. Sur ces textes et sur d'autres concernant Liège, voir G. KURTH, *Le cité de Liège au moyen âge*, t. 3, Bruxelles, 1910, Appendice V. La propriété foncière à Liège, p. 377-379. — Pour Cologne, quelques exemples. L. ENNEN et G. ECKERTZ, *Quellen z. Geschichte der Stadt Köln*, t. 2, Cologne, 1863 ; n° 244, p. 245 (a° 1245 ; cens : 3 s., plus un cens supplémentaire de 5 s., relief : 3 s.) ; n° 374, p. 372-373 (a° 1257 ; cens et relief : 12 s. Il s'agit de la maison de Meister Gerhard, l'architecte de la cathédrale) ; t. 3, 1867, n° 433, p. 412-413 (a° 1296 ; cens : 12 s. et 8 poulets, relief : 1 setier du meilleur vin que l'on puisse acheter à

arrivé que le relief ait été à un moment donné, fixé forfaitairement à un montant uniforme pour toutes les tenures dépendant d'un même seigneur foncier dans une ville donnée ou dans une fraction du territoire urbain. On rencontre le cas en Flandre, à Arras et sans doute à Saint-Omer, respectivement dans la seconde moitié et vers le milieu du XII^e siècle ¹. Il y a des cas rares, où le relief était supérieur au cens. Mais nous ne connaissons qu'un seul exemple d'un relief fixé à un multiple du cens,

Cologne); n° 436, p. 415-416 (a° 1296; cens et relief : 15 s.); n° 488, p. 469 (a° 1299; cens et relief : 4 s. 7 d. 1 ob). R. HORNIGER, *Kölner Schreinsurkunden des 12. Jahrhunderts*, t. 2, 1, Cologne, 1893; Sankt Aposteln, n° 4 (1186-1196), III, 26, p. 33 (cens : 3 s., relief : 2 s.); n° 5 (ca. 1190-1202) III, 1, p. 38 (cens et relief : 3 s.), 9, p. 39 (cens : 4 s., relief : 6 s.), 13, *ibid.* (cens : pas d'indication, relief, 2 s.); Niederich, n° 11 (ca. 1188-1203), IV, 12, p. 162 (cens et relief : 6 s.), 15, *ibid.* (cens et relief : 40 d.), 20, *ibid.* (cens : 2 s., relief : *quantum census est*), 29, p. 163 (cens : 13 s., relief : 6 s.). H. PLANITZ et T. BUYKEN, *Die Kölner Schreinsbücher des 13. u. 14. Jahrhunderts*, Weimar, 1937, n°s 460 (avant 1250; cens et relief : 18 s. et 2 chapons), 483 (avant 1250; cens : 3 et 2 marcs, 2 et 2 chapons, relief de même montant), 1246 (1251-1275; cens : 4 « aymes » de vin, relief : 6 s.). Sur le relief des censives à Cologne, cf. J. GOBBERS, *Die Erbleihe u. ihr Verhältnis zum Rentenkauf im mittelalterlichen Köln des 12.-13. Jhts.* (ZEITSCHRIFT D. SAVIGNY STIFT. F. RECHTSGESCH., Germ. Abt., 1883), p. 153-154. Tous les reliefs indiqués par les *Schreinsurkunden* et les *Schreinsbücher* (dits *vorhure*) ont trait à des mutations entre vifs. — Pour Bâle : W. ARNOLD, *Geschichte des Eigentums in den deutschen Städten*, Bâle, 1861, p. 76-79. Le montant du relief y est parfois inférieur au cens, *Ibid.*, *Urkunden*, p. 323 (a° 1258; cens : 52 s., relief : 5 s.), 326 (a° 1262; cens : 20 s., relief : 5 s.). — La règle du relief égal au cens se rencontre également ailleurs, notamment en France dans la région parisienne, cf. OLIVIER-MARTIN, *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*, t. 1., Paris, 1922, p. 367-368; mais les exemples cités ne se rapportent pas à des censives urbaines.

1. A Arras, l'abbaye de Saint-Vaast percevait un relief de 16 d. et un droit de mutation sur les ventes et les engagères, de 32 d. dans la partie de la ville et de ses environs soumise à la « justice » du châtelain comtal. Dans la partie de la ville et de ses environs où cette juridiction appartenait à l'abbaye, le relief s'élevait à 2 s. (plus 2 d. pour le *villicus*, c.-à-d. pour l'officier domanial) et le droit de mutation sur les ventes et les engagères était de 44 s. (plus 4 d. pour le *villicus*). Cf. le *Cartulaire* de GUIMANN (voir plus loin, p. 159 n. 3), p. 194. Ce relief forfaitaire pouvait donc être supérieur au cens. A Saint-Omer, il résulte d'une charte de Thierry d'Alsace, comte de Flandre (D. HAIGNERÉ, *Les Chartres de Saint-Bertin*, t. 1, Saint-Omer, 1886, n° 204, p. 89-90; a° 1147) que les tenures à cens appartenant à l'abbaye de Saint-Bertin étaient soumises à un droit de relief de 5 s.; le montant du cens de ces tenures n'est pas indiqué dans la charte, sans doute parce qu'il n'était vraisemblablement pas uniforme.

encore est-ce au double seulement et s'agit-il de cas très tardifs ¹. Il semble donc qu'il faille expliquer autrement l'institution juridique introduite par la rubrique *de coemptione gravissima mansionum*.

Les difficultés disparaissent, croyons-nous, si au lieu du relief, on considère qu'il est question d'un rachat du relief. *Coemptio* s'accorde avec cette interprétation et celle-ci rend parfaitement compte des mots *unusquisque nummorum illorum ... quos ... hactenus ... redimebant filii post mortem patrum suorum*. Le rachat d'un relief consiste, en effet, indiscutablement dans le rachat d'un certain nombre de deniers ² et il est normal que le prix payé pour ce rachat corresponde à un multiple du montant de ce relief. Si l'on suppose que le relief correspondait au cens — *quod plerumque fit* —, on peut admettre que les reliefs à Aardenburg, ont été, comme les cens, de montants très variables : nous pouvons nous faire une idée de ces montants en considérant par voie de comparaison, les cens dûs à l'abbaye de Saint-Vaast, seigneur foncier, pour les maisons d'Arras, dans la seconde moitié du XII^e siècle. Ils sont le plus souvent libellés en deniers et on en trouve de tous les montants compris entre 1 et 12. D'autres sont libellés en sous et ici également les montants sont très différents ; si la plupart ne dépassent pas les 6 s., on en rencontre cependant de 10, 12, 13, 14, voire même de 20 s ³. La somme à payer pour le rachat du relief des maisons dont il est question

1. Le relief fixé au double du cens en cas de mutation par décès se rencontre à Gand, mais seulement à une date tardive (fin du XIV^e, XV^e, XVI^e siècles) et surtout dans d'anciennes seigneuries réunies à la ville vers la fin du XII^e siècle et restées en partie semi-rurales quant à l'habitat ; DES MAREZ, *op. cit.*, p. 297. Ces cas appartiennent à un autre système d'institutions que celui dont nous nous occupons ici.

2. Cela serait également vrai d'un rachat du cens foncier. Nous écartons cependant cette explication, le cens foncier ayant continué à subsister puisqu'il rapportait 7 £ au comte en 1231. Si l'on admet avec Des Marez qu'il s'agit là d'une somme forfaitaire due au comte comme suite à un rachat opéré par la commune, ce rachat se placerait même nécessairement après 1127. D'autre part il n'y aurait aucune raison pour que des rachats individuels du cens eussent lieu après le décès des tenanciers (*redimebant filii post mortem patrum suorum*).

3. Le *Cartulaire de Saint-Vaast d'Arras* composé par GUIMANN entre 1170 et 1192 (éd. VAN DRIVAL, Arras, 1875) comprend, on le sait, un cadastre d'Arras avec indication des cens fonciers dûs à l'abbaye, p. 197 et suiv.

dans la requête ¹, correspond donc au nombre de deniers représenté par le montant de l'un ou l'autre de ces cens, multiplié par seize. Pour un cens de 4 d., le prix de rachat du relief serait de 64 d. ou 5 s. 4 d. ; pour un cens de 12 d. ou 1 s., le prix de rachat du relief serait de 192 d. ou 16 s. ; pour un cens de 4 s., le prix de rachat du relief serait de 768 d., soit 64 s. ou 3 £. 4 s. On peut concevoir que ces sommes aient représenté une charge très lourde (*gravissima*) pour les bourgeois d'Aardenburg. Une réduction du coefficient de 16 à 12 représentait un allègement sensible : chaque denier du relief était racheté désormais, seulement pour un sou ; dans les trois exemples qui précèdent, les prix de rachat eussent été ramenés respectivement de 5 s. 4 d. à 4 s., de 16 s. à 12 s., de 3 £. 4 s. à 2 £. 8 s. Il est superflu d'ajouter que tout ce que nous venons de dire s'applique également à l'hypothèse d'un relief de montant uniforme.

L'explication de *coemptio gravissima mansionum* par un rachat du relief s'accorde, par ailleurs, fort bien avec le fait indiqué par Galbert, que les deniers dont question étaient rachetés par les fils à la mort de leur père. C'était bien, en effet, à ce moment où l'héritier devait requérir du seigneur foncier la mise en saisine de la tenure délaissée par le *de cuius*, moyennant paiement du relief, que tout naturellement pouvaient s'ouvrir des négociations tendant au rachat du dit relief. Ce rachat était le moyen normal de faire disparaître un droit de mutation, qui paraissait tout spécialement pénible aux bourgeoisies urbaines ; on sait que celles-ci ont fait des efforts, généralement couronnés de succès, pour le réduire, le limiter ou l'éliminer complètement, surtout dans la mesure où il s'appliquait aux mutations par décès ². On peut croire que par le moyen du ra-

1. La requête ne porte pas nécessairement sur toutes les maisons d'Aardenburg ; elle ne fait état que de celles pour lesquelles, à raison de leur position on rachetait chaque denier pour un prix de seize deniers (... *unusquisque numerorum illorum, quos secundum positionem mansionum hactenus sedecim nummis redimebant filii* ...). Nous devons cette observation à M. R. Henrion, docteur en philosophie et lettres.

2. Pour Liège, v. KURTH, *op. cit.*, p. 378. Pour les villes allemandes v. ARNOLD, *op. cit.*, p. 74-76 et GOBBERS, *op. cit.*, p. 153-154 et l'observation concernant les sources colonaises, plus haut, p. 157, n. 1, *in fine*. Pour Paris, voir OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 394. Quand, dans les villes flamandes et notamment à Gand, après l'affranchissement du sol par disparition du cens foncier primitif, se sont

chat, qu'avait rendu plus aisé l'abaissement de taux consenti en 1127, les gens d'Aardenburg ont abouti à ce résultat ; nous n'avons en tout cas plus trouvé trace ¹ d'un relief entre cette date et le moment où, en 1231, les censives tenues du comte en cette ville sont devenues sans restriction, des alleux urbains ².

Nous nous croyons, dans ces conditions, autorisé à conclure que la *coemptio gravissima mansionum* dont, aux dires de Galbert de Bruges, les bourgeois d'Aardenburg réclamaient en 1127 une réduction de taux au comte de Flandre — et l'obtenaient — n'était ni le cens foncier des tenures sur lesquelles étaient construites leurs maisons, ni un relief à acquitter lors de mutations par décès de ces tenures, mais bien le rachat par l'héritier, de ce droit de relief lui-même

FRANÇOIS L. GANSHOF,
Professeur à l'Université de Gand.

constituées des tenures urbaines d'un type nouveau que les *homines hereditarii* ont concédées en morcelant leurs alleux urbains, cette censive nouvelle n'a connu le relief à l'occasion d'une mutation par décès que tout à fait exceptionnellement, DES MAREZ, *op. cit.*, p. 290-291. La disparition des reliefs a été beaucoup moins générale et beaucoup plus lente dans les villes dont la majeure partie du sol appartenait à des seigneurs ecclésiastiques, que dans les autres ; cf. ARNOLD, *loc. cit.* On observe de même qu'à Gand, le relief s'est conservé dans les deux seigneuries ecclésiastiques ainsi que dans des seigneuries laïques incorporées à la ville vers la fin du XIII^e siècle seulement (p. ex. dans l'Oudburg ou « Vieux Bourg », c.-à-d. dans l'ancien *castrum* comtal), DES MAREZ, *op. cit.*, p. 294-297.

1. Il n'en est en tout cas plus question dans le « Gros Brief » de 1255 ; voir plus haut, p. 154, n. 1.

2. Par suite de la disparition du cens foncier. Si l'on admet l'hypothèse formulée par Des Marez, d'un rachat du cens par la commune entre 1127 et 1231 (voir plus haut, p. 153) contre paiement par celle-ci d'une redevance forfaitaire, les anciennes censives seraient devenues dès ce moment des alleux urbains. En 1231 aurait disparu seulement un dernier vestige de l'état de choses antérieur.